Bavière (All.) : Une croix devra être accrochée dans chaque bâtiment public (MàJ : opposition… de la part de chrétiens de gauche)

01/05/2018 à 19h50

01/05

L’annonce du ministre-président de Bavière d’installer des crucifix dans les bâtiments du Land n’en finit pas de susciter des remous, dans un contexte électoral tendu. Plusieurs responsables chrétiens ont élevé la voix contre ce qu’ils considèrent comme une « récupération », voire « une profanation ».

Le débat se poursuit en Allemagne après la décision du Land de Bavière, mardi 24 avril, d’imposer des crucifix dans les halls d’entrée de ses bâtiments publics en signe de « reconnaissance de son identité ». **Installer des crucifix, ce n’est pas promouvoir « un signe religieux », c’est « reconnaître une identité » et « l’expression d’une empreinte historique et culturelle », a justifié le ministre-président de Bavière, Markus Söder, membre de la CSU (la branche bavaroise de la CDU, le parti chrétien-démocrate allemand).**

Sa décision intervient dans un contexte politique tendu : dominateur en Bavière depuis plusieurs décennies, il va affronter une élection régionale délicate le 14 octobre prochain face à une extrême droite en plein essor.

« Je serais surpris que l'affaire ne finisse pas devant le tribunal », a commenté le constitutionnaliste Horst Dreier, dans les colonnes du journal Main-Post. Pour lui, une plainte constitutionnelle contre la décision du gouvernement bavarois est probable. Sur le plan historique, les Églises chrétiennes se sont ralliées « seulement après la seconde guerre mondiale » aux idées constitutionnelles de démocratie et des droits de l'homme, rappelle-t-il aussi. « Pas durant les 1900 ans précédents. » Mais la contestation vient aussi et surtout des responsables chrétiens eux-mêmes.

Le **cardinal Reinhard Marx**, président de la Conférence épiscopale allemande et archevêque de Munich et Freising (Bavière), a critiqué lundi cette décision dans un entretien au quotidien allemand Süddeutsche Zeitung. « Si la croix n'est considérée que comme un symbole culturel, elle n'est pas comprise, assure-t-il. La croix serait alors expropriée au nom de l'État. »

Il ajoute que la croix est « un signe d'opposition à la violence, à l'injustice, au péché et à la mort, mais pas aux autres hommes ». « La croix n'appartient pas à la CSU », renchérit Felix Neumann, rédacteur pour le site d'information de la Conférence des évêques allemands, qui n'hésite pas à dénoncer sur ce site une « **profanation blasphématoire** ».

La neutralité « religieuse et philosophique » n'est pas inscrite dans la loi fondamentale allemande. Elle figure en revanche dans la jurisprudence de la Haute cour constitutionnelle, qui la fait découler de la mention de « l'État comme patrie de tous les citoyens ».

La Croix

*Merci à **Proserpine***

25/04

“Symbole d’identité culturelle” : tous les bâtiments publics bavarois devront à l’avenir être ornés d’un crucifix. Ainsi en a décidé le gouvernement du Land de Bavière.

“L’islam ne fait pas partie de l’Allemagne”: c’est avec cette phrase que de plus en plus de politiciens bavarois jouent ces dernières semaines la provocation. Et notamment le chef de la CSU, Horst Seehofer, ainsi que son successeur en tant que ministre-président, **Markus Söder**. Pour eux, l’Allemagne est marquée par le christianisme.

Afin qu’il n’y ait aucun doute à ce sujet, des croix devront être accrochées dans chaque bâtiment public bavarois à partir du mois de juin (…). “Une croix visible dans l’entrée de chaque bâtiment officiel (…), exprimant l’empreinte historique et culturelle bavaroise, représentera ostensiblement les valeurs fondamentales de l’ordre juridique et social en Bavière et en Allemagne”, a déclaré la Chancellerie à l’issue d’une réunion. Les règles générales de procédure ont été modifiées en conséquence.

“La croix est le symbole fondamental de l’identité culturelle et de l’empreinte chrétienne et occidentale”, est-il encore dit. La nouvelle mesure s’applique “à toutes les autorités de l’Etat libre de Bavière à compter du 1er juin 2018. ” Les municipalités, les comtés et les districts sont invités à “agir en conséquence”.

Le FDP a vivement critiqué cette décision. Son chef, Christian Lindner a écrit sur twitter que la façon dont la CSU “instrumentalise en permanence la religion à des fins partisanes” lui rappelait “tout simplement Erdogan.”

Spiegel Online

Merci à **jruff**